Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales
18 janvier 2005
N°251 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

ENTRETIEN AVEC TARIQ ALI, ÉDITEUR ET JOURNALISTE

« Sans pétrole en terres islamiques il n'y aurait pas de choc des civilisations »

Tariq Ali est cinéaste, auteur et journaliste britannique d'origine pakistanais. Auteur entre autres des livres *Le choc des fondamentalismes* et *Bush à Babylone*, il figure parmi les intellectuels qui ont vigoureusement condamné la guerre en Irak. Au cours de sa récente visite à Madrid pour le 45è anniversaire de la « New Left Review », il s'est entretenu avec notre correspondante de *Diagonale*, exposant son point de vue sur la situation irakienne, le Proche-Orient, l'Amérique latine et les moyens de résister à « l'Empire ».

page 2

Prises de positions autour d'Abbas

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

La mort de Yasser Arafat et l'élection de Mahmoud Abbas imposent un ajustement de communication. Les faucons tentent de brocarder le nouveau président palestinien en utilisant les recettes qui ont fait leurs preuves contre Arafat, tandis que les partisans d'une reprise des négociations insistent sur le rôle que doivent jouer les États-Unis et Israël dans cette relance du processus.

page 10

REPÈRE : 17 JANVIER 1961

Eisenhower et le complexe militaro-industriel

Dans son célèbre discours de fin de mandat, le président Eisenhower met en garde les États-Unis contre les dangers du « complexe militaro-industriel » : *« Cette conjonction entre un immense establishment militaire et une importante industrie privée de l'armement est une nouveauté dans l'histoire américaine. (...) Nous ne pouvons ni ignorer, ni omettre de comprendre la gravité des conséquences d'un tel développement. (...) nous devons nous prémunir contre l'influence illégitime que le complexe militaro-industriel tente d'acquérir, ouvertement ou de manière cachée. La possibilité existe, et elle persistera, que cette influence connaisse un accroissement injustifié, dans des proportions désastreuses et échappant au contrôle des citoyens. Nous ne devons jamais permettre au poids de cette conjonction d'intérêts de mettre en danger nos libertés ou nos méthodes démocratiques. Rien, en vérité, n'est définitivement garanti. Seuls des citoyens alertes et informés peuvent prendre conscience de la toile d'influence tissée par la gigantesque machinerie militaro-industrielle et la confronter avec nos méthodes et objectifs démocratiques et pacifiques, afin que la sécurité et les libertés puissent fleurir côte à côte. »* ■

KOUCHNER ET ALBRIGHT SAUVENT LE MONDE : SIMULATION OU RÉPÉTITION GÉNÉRALE ?

L'actuelle co-responsable des programmes d'ingérence démocratique états-uniens Madeleine Albright et son homologue français pour la partie « humanitaire », Bernard Kouchner, jouaient vendredi 14 janvier le rôle des présidents de leur pays respectifs lors d'une simulation d'attaque bio-terroriste à l'échelle mondiale. Bien entendu, toute ressemblance avec une attaque « terroriste » passée ne serait que fortuite, et le choix d'une organisation terroriste nommée « Nouveau Jihad » dans le scénario n'est qu'un exemple pris au hasard. Pour Albright, le drame forcerait les États-Unis à se résoudre à renouer avec le dialogue multilatéral en sollicitant l'OTAN et l'OMS (sic). En juin 2001, un exercice similaire, intitulé « Dark Winter » avait eu lieu sur le site l'Andrews Air Force Base de Washington. Plusieurs haut-responsables états-uniens y simulaient une attaque terroriste à la variole contre les États-Unis. Comme Bernard Kouchner et Madeleine Albright, les participants avaient essentiellement conclu à la nécessité de produire en grand nombre des vaccins anti-varioliques, pour le plus grand bonheur de l'industrie pharmaceutique. Quatre mois plus tard, le pays subissait une mystérieuse attaque à l'anthrax. ■

Entretien avec Tariq Ali, éditeur et journaliste

« Sans pétrole en terres islamiques il n'y aurait pas de choc des civilisations »

Tariq Ali est cinéaste, auteur et journaliste britannique d'origine pakistanais. Auteur entre autres des livres *Le choc des fondamentalismes* et *Bush à Babylone*, il figure parmi les intellectuels qui ont vigoureusement condamné la guerre en Irak. Au cours de sa récente visite à Madrid pour le 45è anniversaire de la « New Left Review », il s'est entretenu avec notre correspondante de *Diagonale*, exposant son point de vue sur la situation irakienne, le Proche-Orient, l'Amérique latine et les moyens de résister à « l'Empire ».

Diagonale : *A moins d' un mois des élections en Irak, quel est votre sentiment sur les conséquences de ces élections ? Pensez-vous que l'élection d'un Parlement et la rédaction d'une Constitution peuvent conduire à la stabilisation du pays ou au contraire à une intensification de la résistance ?*

Tariq Ali : La résistance en Irak se développe à deux niveaux différents. Le premier est la résistance armée, décentralisée et dirigée par des groupes d'insurgés dans différentes parties du pays. Très bien organisée, elle n'a aucune difficulté à se procurer des armes et rend difficile l'occupation de l'Irak par les États-Unis. C'est ainsi qu'au cœur même de la zone verte de Bagdad, que l'on suppose la mieux sécurisée, la sécurité de tous les diplomates occidentaux ne peut être garantie, de l'aveu même des généraux de la Coalition.
En outre, les cibles de la résistance irakienne ne sont pas seulement les occupants militaires, mais aussi les collaborateurs. C'est une évolution majeure dans leur façon d'appréhender la situation : *« Nous allons non seulement faire face à vos militaires, mais nous allons aussi nous en prendre à vos hommes d'affaires et à leurs collaborateurs qui viennent ici »* .
Le second niveau est celui d'une résistance essentiellement non armée, emmenée par les partis religieux chi'ites : le groupe le plus important est celui d'Al-Sistani et de Muqtada al-Sader, leaders d'une résistance politique plus militante.
La grande différence entre la résistance armée et la résistance politique est illustrée par la question suivante : *« Comment peut-il y avoir des élections libres, alors que notre pays est occupé ? »* . C'est une question centrale. Nous verrons s'il est possible que les États-Unis tolèrent l'élection d'un gouvernement qui pourrait s'avérer totalement hostile à ses intérêts. La question clef est celle de savoir si le processus électoral sera complètement libre. Je pense que c'est impossible tant que le pays est occupé. Les troupes d'occupation et l'ambassade états-unienne à Bagdad auront une influence déterminante sur l'élection de certaines personnes, y compris les marionnettes qu'ils ont placées à la tête du pouvoir.
Postulons que les élections soient libres à seulement 50 %. Dans ce cas, les Etats-Unis pourraient avoir à faire face à une crise. Ils peuvent effet être confrontés à un Parlement fraîchement élu, qui même s'il ne jouit pas d'une légitimité totale, demande le retrait des troupes d'occupation et le contrôle irakien du pétrole. Si le nouveau Parlement ne formule pas cette demande, il ne sera pas crédible vis à vis du peuple irakien.
Les États-Unis n'ont pas été capables d'écraser la résistance armée. Ils ont fait preuve de brutalité, systématisé l'usage de la torture, détruit une grande partie de Fallouja et utilisé des armes chimiques contre la résistance irakienne... mais sans remporter de succès. Si la résistance politique débouche sur un Parlement qui demande le retrait de toutes les troupes de la Coalition, la situation des États-Unis deviendra très difficile. La question est de savoir si les chefs chi'ites Sistani et Al-Sader essaieront de négocier avec la résistance armée, après avoir obtenu la majorité au Parlement. Je crois que c'est un élément crucial. S'ils s'abstenaient de le faire, la situation pourrait devenir chaotique.

Quels sont les enjeux de ces élections ? Y a-t-il ingérence de l'Iran, et si oui quelles en sont les conséquences ?

Je crois que les États-Unis veulent instrumentaliser les élections pour pouvoir dire : *« Regardez, nous avons rendu possible cette élection, ce gouvernement a été élu »*. Tel est leur dessein, et il aimeraient que ce gouvernement soit totalement pro-états-unien. S'il en allait ainsi, alors le gouvernement ne représenterait pas le peuple irakien, parce que nous savons que la majorité des Irakiens sont opposés à l'occupation.

S'ils manipulent ces élections et empêchent l'opposition d'obtenir la majorité, alors la situation s'aggravera lourdement pour les Etats-Unis. Les groupes armés et de nombreuses villes boycottent déjà les élections. La situation actuelle est difficile et imprévisible, tant pour la résistance irakienne que pour l'occupant.
Pour ce qui est des Iraniens, je crois qu'ils ont joué en coulisses un grand rôle en essayant d'obtenir des chi'ites Muqtada al-Sader et Sistani, spécialement d'al-Sader, qu'ils ne résistent pas pour le moment et acceptent les élections. Les Iraniens jouent leur propre jeu, au nom de leurs intérêts.
Si un gouvernement religieux venait à être élu en Irak et qu'il accède au pouvoir, les Iraniens essaieront de nouer des relations avec lui parce que la relation logique Iran-Irak serait d'avoir un marché commun, une sécurité commune. Les deux pays ont beaucoup en commun bien que l'un soit perse et l'autre arabe.
Pour le moment, nous ne pouvons pas prédire avec certitude ce qui va se passer ; nous pouvons seulement dessiner des tendances et imaginer comment celles-ci peuvent évoluer.

Vous avez souvent évoqué la volonté états-unienne de balkaniser l'Irak, en présentant les sunnites, chi'ites et kurdes comme étant des factions aux intérêts divergents. Croyez vous que ce danger se verra confirmé par ces élections ?

Je crois que ce danger existe. Si la Coalition emmenée par les États-Unis essaye d'utiliser l'Assemblée élue pour écraser la résistance par une utilisation démesurée de la force, cela peut mener à des conflits permanents et à la division du pays. Il est très inquiétant de constater que, lors de l'attaque des troupes états-uniennes sur Falloudja, les chefs chi'ites n'ont pas pipé mot. Beaucoup de citoyens ordinaires ont protesté, les mosquées chi'ites de Bagdad se sont alliées avec les mosquées sunnites pour envoyer de l'aide, mais les chefs chi'ites Sistani et Al-Sader sont restés silencieux, adoptant un comportement plus que regrettable.
Nous ne devons pas sous-estimer la chose suivante, à savoir que lorsqu'un pays est occupé par un pouvoir impérial, la devise de ce pouvoir impérial est « diviser pour mieux régner ». C'est pourquoi les États-Unis ont soutenu durant les douze dernières années les Kurdes en essayant de les séparer de la population arabe du pays. Ils tentent maintenant d'utiliser la même tactique avec les chi'ites. La balkanisation ne peut que créer des problèmes à long terme et est contraire aux intérêts des Irakiens.
D'autre part, si la Coalition pousse le pays vers une balkanisation, celui se verra divisé en trois zones : une zone kurde, que le gouvernement turc n'acceptera pas ; la zone centrale, connue comme le « triangle sunnite », hostile à Washington ; et le sud chi'ite qui se rapprochera de l'Iran. De toute manière le résultat sera négatif pour les États-Unis . Il n'existe donc aucune possibilité de voir le pays se stabiliser au profit de l'occupant. Il pourrait régner un climat de stabilité temporaire pendant les quelques mois qui suivront les élections de janvier, mais je ne pense pas que le pays puisse se stabiliser tant qu'il restera des troupes d'occupation sur le sol irakien.

La victoire de George W. Bush à l'élection présidentielle a renforcé la politique impériale des États-Unis . En aurait-il été autrement avec les démocrates ?

Je crois que nous devons faire attention. Les États-Unis sont une puissance impériale. Avant l'arrivée au pouvoir de George W. Bush, c'est Bill Clinton qui

occupait la Maison-Blanche. Clinton était considéré comme un personnage sympathique et agréable en Europe Occidentale. Il a rapidement conclu des accords commerciaux, il était plus intelligent que Bush et a été capable d'unir les gens. Pourtant, Clinton a soutenu la guerre contre l'Irak. Il est notamment venu en Grande-Bretagne apporter son soutien au Premier ministre, Tony Blair, le leader européen le plus fervent défenseur de la guerre.
Quand les intérêts impériaux sont en jeu, démocrates et républicains font cause commune. Toutefois, pour ma part je pensais que Bush devait être battu, non parce que nous avions des espoirs en Kerry, mais parce qu'il est extrêmement important d'écarter des leaders qui essaiment la guerre de par le monde.
Pendant la campagne, j'ai répété ce message : *« Aznar a été battu en Espagne ; vous battrez Bush et ceci créera une situation nouvelle très intéressante. Les gens sentiront que la population états-unienne est contre cet homme, et pour la première fois exerceront des pressions sur Kerry sur le thème de la guerre »*.
Mais Bush l'a emporté, et je crois que sa victoire est une défaite pour les mouvements anti-guerre et pour tous ceux qui s'opposent au projet impérial.
Cela dit, ce n'est pas une raison pour nous effondrer, nous démoraliser et ne rien faire. Nous devons reconstruire peu à peu le mouvement anti-guerre, qui était très fort auparavant, mais qui a disparu après l'occupation de l'Irak. Je pense qu'il doit maintenant renaître en tant que mouvement anti-occupation.

Les grandes mobilisations qui ont précédé la guerre se sont avérées incapables de la freiner. Comment croyez vous qu'il sera possible de faire face de manière efficace à ce type de situations dans l'avenir ?

J'ai toujours dit que, bien que très étendu et d'une progression très rapide, le mouvement anti-guerre était surtout l'expression de la rage d'une grande majorité de gens, pas nécessairement de gauche. Il s'agissait de citoyens ordinaires qui refusaient de croire les mensonges des politiciens et qui voulaient montrer leur opposition à ces mensonges et à la guerre qui se dessinait. Leur forte mobilisation s'explique aussi par le fait qu'ils n'étaient pas politisés et assez naïfs. Ces gens ont pensé : *« Si des millions de personnes descendent dans la rue, alors nous arrêterons la guerre »*. Comme en réalité nous n'avons pas pu l'arrêter, il y a eu une grande déception et les gens ont pensé que nous ne pouvions plus rien faire. Pour ma part, je n'ai jamais pensé qu'il était possible d'arrêter la guerre. Quand les gens me demandaient : *« Y'a-t-il quelque chose qui puisse arrêter la guerre ? »*, je répondais : *« Oui, une défaite de Blair au Parlement, et le refus des troupes états-uniennes d'aller à la guerre »*. C'était la seule chose qui pouvait l'arrêter parce que Bush était déterminé à livrer cette guerre, poussé par un groupe de conseillers tout aussi déterminés.
Nous devons nous remettre de cet échec initial, en commençant à informer régulièrement sur ce qui se passe en Irak et reconstruire peu à peu l'opinion publique par de petits groupes, comme en Italie et en Grande-Bretagne.
Je crois qu'il est important que l'opinion publique soit mobilisée dans la rue, mais nous devons aller plus loin. Nous pouvons nous organiser pour attaquer les compagnies états-uniennes et boycotter leurs produits. Dans l'état actuel des choses, chacun doit penser en ces termes : il n'est pas suffisant de manifester, mais nous ne devons pas cesser de le faire parce que c'est très important. Je crois qu'en Espagne les manifestations ont joué un rôle important dans la défaite d'Aznar. Nous ne devons pas l'oublier.

Est-ce l'avènement d'une nouvelle ère coloniale, ou l'Irak est-il en train de devenir le talon d'Achille des États-Unis ?

J'espère que l'Irak donnera lieu à une nouvelle défaite, mais il faut être réaliste. Je crois qu'il est presque impossible de mettre en échec les États-Unis militairement. Actuellement première puissance militaire du monde, ils n'ont été battus qu'une seule fois et ce fut par les Vietnamiens au XXe siècle. La victoire militaire est donc quasi impossible. Toutefois il est parfaitement envisageable de leur infliger une défaite politique, qui peut être obtenue grâce à la persistance de la résistance en Irak.

Si les États-Unis sont obligés de retirer leurs troupes et ne peuvent pas privatiser à leur profit l'économie irakienne, ce sera une victoire. S'ils retirent les troupes mais soumettent le pays économiquement, s'ils privatisent tout et parviennent à imposer un gouvernement pro-occidental à Bagdad, un régime de collaboration qu'ils nommeront liberté et démocratie, alors ce sera une défaite pour nous.

Pour ce qui est de savoir s'il s'agit là d'un nouveau visage de l'impérialisme états-unien, la réponse est oui. Ils ont pris des risques et personne ne sait comment tout cela finira. S'ils subissent un revers politique en Irak, ils devront repenser leur stratégie et ceci encouragera leurs rivaux potentiels en Extrême Orient, particulièrement la Chine, le Japon, la Corée unifiée... C'est précisément ce qu'ils redoutent le plus.

L'impérialisme états-unien n'a jamais cessé. Beaucoup de gens considèrent que, lorsque le communisme s'est effondré et que l'Union Soviétique a disparu, les États-Unis ont cessé d'être un pays impérial. Ce n'est pas le cas. Ils ont toujours été et sont encore un pays impérial. Lorsqu'ils ont décidé d'envahir et d'occuper l'Irak, ils ont principalement décidé d'essayer d'établir leur hégémonie au niveau mondial.

Le fait que la résistance irakienne ait prospéré est un problème pour eux parce qu'ils pensaient qu'ils vivaient dans un monde où il n'était plus possible de leur résister... Or l'impérialisme agressif génère la résistance, et c'est une donnée que les Européens doivent commencer à comprendre. Je veux dire par là que si ce type de comportement continue, il y aura des mouvements de résistance dans d'autres parties du monde.

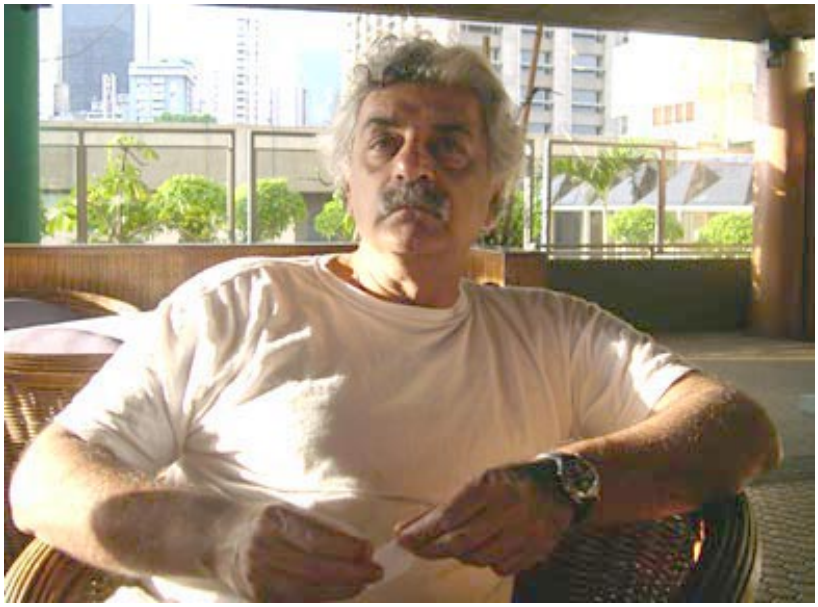
Quelle est votre perception des évolutions au Proche-Orient depuis l'invasion de l'Irak ?

Cela fait maintenant douze ou treize ans que deux problèmes principaux existent au Proche-Orient. Le premier est l'occupation de la Palestine par Israël, et le second l'occupation de tout ou partie de l'Irak par les Etats-Unis, outre les bombardements et les sanctions. L'Occident se préparait à cette guerre contre les peuples du monde arabe, et la conscience libérale occidentale se montre aveugle devant la souffrance palestinienne.

Tous les jours les Israéliens commettent des atrocités contre les enfants palestiniens, traitent les Arabes comme s'ils étaient des sous-hommes, et l'Occident reste les bras croisés. Ceux là même qui parlent toujours des droits de l'Homme, en donnant des leçons. Nous avons une grande culture des droits de l'Homme mais par pour les Palestiniens.

L'Occident n'osera pas attaquer Israël, toutefois Israël fait un chantage continuel à l'Europe relatif à la Seconde Guerre Mondiale. Mais ce ne sont pas les Palestiniens qui sont responsables du génocide des Juifs au cours de cette guerre. Au contraire, ils en sont devenus les victimes par ricochet. Je crois que tant que la Palestine et l'Irak seront occupés il n'y aura pas de paix au Proche-

Orient. Plus tôt les États-Unis l'auront compris et mieux ce sera. S'ils veulent répandre la démocratie, pourquoi ne le font-ils pas en Arabie Saoudite, qu'ils contrôlent depuis 1945 ?



Quel sera le rôle de l'ONU à l'avenir ? Peut-elle se présenter à nouveau comme garant du droit international ?

Je crois que l'ONU est l'équivalent politique de l'OMC et du FMI. Elle est principalement contrôlée par les États-Unis, bien qu'elle s'oppose parfois à Washington comme ce fut le cas pendant la guerre d'Irak. Toutefois le Conseil de la Sécurité a soutenu rétrospectivement l'occupation et a reconnu ce régime fantoche.
Je ne me prends pas l'ONU au sérieux. Je crois qu'elle est dominée par le seul pouvoir impérial existant. Elle n'a rien pu faire rien contre la guerre du Vietnam, ni contre l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie... et quand je dis cela, les gens se fâchent parce qu'ils se faisaient des illusions, des illusions très éloignées de la réalité, voire une vision utopique de ce qu'ils aimeraient que soient les Nations Unies. Par exemple, le secrétaire général de l'ONU ne peut être nommé sans l'accord des USA. Le secrétaire général est comme un serviteur de la Maison Blanche.

Quel est le rôle de l'Europe dans le projet impérial des États-Unis ?

C'est un sujet très important. Les Européens ont jusqu'à présent échoué à construire une entité politique, parce qu'ils sont sérieusement divisés. A mon avis, le général de Gaulle, leader de la droite française, avait raison quand il a dit aux Allemands et son propre peuple : *« Si voulons construire une Europe forte, nous devons en exclure la Grande-Bretagne, qui sera toujours le cheval de Troie des Etats-Unis »*. Cela s'est avéré exact. Je veux dire par là que l'Europe est profondément divisée. Les Français et les Allemands prennent la même voie et Blair sait parfaitement ce qu'il veut : il défend principalement les intérêts des États-Unis en Europe.
Maintenant, avec l'élargissement de l'UE aux pays de l'Est, nous devons nous interroger sur ce que sont ces pays. Politiquement et économiquement, ils sont des satellites des États-Unis. Il n'y a qu'à voir leur positionnement en faveur de

l'invasion de l'Irak, alors que leur opinion publique y était opposée. Les Allemands peuvent contrôler économiquement et politiquement l'ancienne Tchécoslovaquie, mais les États-Uniens la dominent idéologiquement.
Je crois que le fonctionnement même de l'Europe est un problème. Elle a été incapable d'arrêter la guerre, et à peine l'Irak occupé par les Etats-Unis, les présidents Chirac et Schroeder ont félicité le président George W. Bush. Le seul leader européen qui a attaqué Bush et Blair a été le nouveau Premier ministre espagnol José Luis Zapatero après son élection. J'étais étonné ! Ça a été le seul homme politique européen qui a dit que Bush et Blair avaient menti. Ceci n'est pas habituel en Espagne, parce que Jose Marie Aznar, Felipe González et Javier Solana étaient engagés à 100% avec l'OTAN.
Il n'y a qu'à voir Solana, qui proclame un jour que l'Espagne ne doit pas intégrer l'OTAN, avant d'en devenir le lendemain son secrétaire général. Et cette « prostitution » des politiciens de la social-démocratie a un prix. Les gens sont lassés de cette manière de faire de la politique.
Une position commune en Europe n'est pas encore à l'ordre du jour, mais il ne fait aucun doute que Berlin et Paris ne sont pas aux mieux avec Washington. L'Allemagne et la France ne se sont pas opposées aux États-Unis, mais ces deux pays ont tout de même exprimé leur désaccord. Leurs intérêts étaient contraires à la guerre parce que tant les Français que les Allemands avaient des relations économiques avec l'Irak, notamment en matière de pétrole. Du coup, la guerre ne les intéressait absolument pas.
Mais ces deux pays sont impuissant parce que trop faibles. La Constitution européenne qui est en voie d'être adoptée est un texte sans contenu, qui n'apporte pas de grands changements. Cette situation n'est pas bonne dans la perspective de la construction d'une identité européenne et d'une entité politique forte. Je pense, que nombreux sont ceux qui commencent à le percevoir. Je ne crois pas que l'Europe soit d'un grand secours en ce moment. Pour tout dire, le projet européen est en crise.

Cette alternative européenne dont vous parlez ne risque-t-elle pas de se transformer en projet impérial ?

Le développement économique de ce continent va plutôt dans ce sens, et c'est là un grand danger. Mais ma position n'est pas celle d'une Europe impériale. Ce que nous voulons, c'est défier les États-Unis car lorsqu'une puissance rivale les défiera, nous pourrons alors survivre, et les mouvements en marche pourront s'amplifier. Cela s'est déjà produit précédemment. Aujourd'hui, toute forme d'opposition est très utile. Il en sera de même pour les trente ou quarante années à venir. Il suffit seulement de créer l'espace pour cela.

Dans votre livre Bush à Babylone *vous avez plaidé pour la création d'une Ligue Anti-impérialiste Mondiale au sein du Forum Social Mondial. Qu'en est-il de cette proposition ?*

Ma proposition visait les États-Unis. Toutefois, il est clair que livrer une bataille politique contre l'empire états-unien ne va pas être une chose aisée. Bien que nous ne devions jamais perdre espoir en son peuple. Les États-Uniens ont voté pour Bush, il a eu 3 millions de voix supplémentaires, mais une importante minorité reste tout de même opposée à sa politique. Par ailleurs le mouvement anti-guerre aux Etats-Unis a été de grande ampleur. Mais bien évidemment, pour être efficace ce combat se doit d'être global.
A ce propos, le continent le plus avancé dans son opposition aux États-Unis est

l'Amérique latine. Il y a là bas de vastes mouvements sociaux... Il y a Hugo Chávez au Venezuela, qui a été taxé de dictateur alors qu'il a été élu avec davantage de votes que la majorité des hommes politiques occidentaux. Le Venezuela est le seul pays où les pauvres se sont réellement mobilisés pour défendre leur gouvernement, lequel mène des réformes et les aide. il y a des expériences intéressantes qui sont menées à bien là bas.

Les États-Unis ont essayé de renverser ce gouvernement à plusieurs reprises : une première fois par un coup d'État ; la deuxième en soutenant à l'oligarchie pour mener à bien une grève ; et la troisième par le referendum. Ce fut un échec par trois fois. Quand je vois des idiots écrire des articles pour *El Pais* en affirmant que Chávez est un dictateur, je me demande dans quel monde je vis. Le fait d'être un ancien militaire ne fait pas de lui un dictateur, puisqu'il a été élu. Beaucoup de présidents américains élus sont issus de l'armée. Et les États-Unis eux-mêmes ont eu beaucoup de présidents issus de l'institution militaire, tout comme dans d'autres pays du monde. L'hostilité contre le Venezuela ne vient pas du fait que Chávez serait antidémocratique. Son régime est bien plus démocratique que dans beaucoup d'autres pays parce qu'il a permis une situation où tous les médias privés sont contre lui. Quel pays permettrait cela ? L'Espagne ? Non. Tony Blair ? Le Premier ministre britannique a limogé la direction de la BBC parce qu'elle avait informé sur les manifestations contre la guerre.

Il y a beaucoup à apprendre du Venezuela de nos jours. Et je crois qu'il y a deux positions antagonistes en Amérique latine entre la méthode de Lula au Brésil et la méthode de Chávez au Venezuela. C'est le grand débat. Lula s'est comporté comme Javier Solana et Felipe González : il fait tout ce que ce désire Washington, accepte toutes les propositions du FMI. C'est la raison pour laquelle il perd des municipalités importantes, comme Sao Paulo ou Porto Alegre. En cela, je pense que le débat central a lieu actuellement en Amérique latine.

Que pensez vous de la proposition du président espagnol Rodriguez Zapatero à l'ONU de créer une « alliance de civilisations » ?

Il me paraît bon d'essayer de s'opposer au choc des civilisations que Samuel Huntington et d'autres ont théorisé et auquel je m'oppose par ailleurs dans mon livre *Le choc des fondamentalismes*. Je me réjouis que les hommes politiques européens affirment vouloir essayer de forger une alliance de civilisations, mais la vérité est très simple : s'il n'y avait pas de pétrole en terre islamique, aucun choc ne s'y produirait.

Il ne s'agit pas d'un choc de civilisations ni de religions. Il est provoqué par un accident géologique et économique : le pétrole du monde est situé en terre musulmane. Si les pays du Moyen-Orient étaient bouddhistes, le chocs de civilisations serait contre le bouddhisme, s'ils étaient zoroastriens, il serait contre le zoroastrisme. Je crois que nous devons déconstruire le débat sur les civilisations et voir ce qu'il se dissimule : la défense des intérêts occidentaux.

Propos recueillis par Gladys Martinez Lopez, journaliste de *Diagonale*.

Prises de positions autour d'Abbas

Analyse

Après la mort de Yasser Arafat, l'ancien ministre des Affaires étrangères français Hubert Védrine avait estimé que cet évènement offrait une opportunité d'aboutir à une relance des négociations israélo-palestiniennes, non pas parce que Yasser Arafat aurait été un obstacle aux négociations, mais parce qu'Israël venait de perdre l'excuse qui lui permettait de ne pas les reprendre. En effet, Tel-Aviv avait réalisé tant d'efforts pour discréditer Yasser Arafat depuis l'échec des négociations de Camp David II que sa mort laisse un grand vide dans la propagande israélienne. Un vide que les ultras s'efforcent de combler en reprenant une partie des accusations qui avaient été utilisées contre Arafat, cette fois contre son successeur Mahmoud Abbas.

Dans le *Los Angeles Times*, le chroniqueur néo-conservateur Max Boot estime ainsi que Mahmoud Abbas est au mieux un dirigeant voulant la paix mais étant incapable d'y parvenir, au pire un extrémiste voulant la destruction d'Israël. Il recommande donc qu'Israël poursuive sa guerre contre la population palestinienne qui est parvenue à mettre un terme aux attentats suicide. Dans le *New York Sun* et le *Jerusalem Post*, Daniel Pipes va plus loin et présente Abbas comme un dirigeant pire qu'Arafat car il associerait la rouerie au fanatisme. Avec sa retenue et son sens de la mesure habituels, l'auteur se livre à l'un de ses exercices favoris : la comparaison historique. Mahmoud Abbas est ainsi comparé au Joseph Staline de 1930 cherchant à améliorer son image avant de frapper en 1939, une fois qu'il a pu accumuler suffisamment de forces.

Pour les partisans d'une reprise des négociations, au contraire, Mahmoud Abbas est l'homme de la situation mais il a besoin d'aide. Aaron David Miller, président de l'organisation *Seeds of Peace*, estime dans *International Herald Tribune* que si la volonté d'Abbas à faire la paix n'est pas à démontrer, il fait face à un déficit de légitimité et d'une impossibilité de mettre un terme à la

violence qui ne seront résolus que s'il peut se prévaloir d'avancées politiques et économiques convaincantes pour les Palestiniens, des avancées qui ne dépendent pas de lui mais de l'aide apportée par les États-Unis. Dans le *Washington Post*, Yossi Beilin fait le même constat tout en ajoutant aux demandes une aide financière de l'Union européenne. Il demande également qu'Ariel Sharon mette fin à sa politique de répression et d'assassinat, et qu'il négocie avec les Palestiniens le retrait de Gaza.
Depuis la publication de ces tribunes, Ariel Sharon a pris prétexte d'une attaque des Palestiniens pour rompre les relations avec Mahmoud Abbas et a donné carte blanche à Tsahal pour écraser les populations arabes malgré les appels de l'OLP à arrêter toute violence côté palestinien.

Comme nous l'avons expliqué à nos lecteurs, le déploiement des forces états-uniennes après le tsunami dans l'Océan indien, officiellement pour un motif humanitaire, est l'occasion d'organiser l'occupation de zones stratégiques et de reprendre les combats à Aceh en Indonésie. Les combats à Aceh sont largement ignorés par les médias grand public qui se concentrent exclusivement sur la situation humanitaire. Les dirigeants états-uniens et indonésiens continuent d'entretenir l'illusion.
Dans une tribune diffusée par le département d'État, les sites des ambassades US du monde entier et repris par de nombreux journaux asiatiques, George W. Bush s'efforce de donner une image idyllique de l'aide humanitaire de son pays. Le déploiement de bâtiments de la Navy au large des côtes indonésiennes ne serait selon lui qu'un moyen de distribuer l'aide aux régions isolées. De son côté, Hassan Wirajuda, ministre indonésien des Affaires étrangères, affirme dans une interview au *Figaro* qu'il n'y a pas de combats à Aceh, que les mouvements séparatistes sont très minoritaires mais qu'il faut faire attention à ce qu'ils ne tentent pas de s'emparer de l'aide humanitaire. On ne trouve dans ces propos aucune référence aux combats pourtant confirmés par des responsables de l'armée indonésienne.

Enfin, l'ancien ministre britannique Robin Cook demande dans *The Guardian* le départ des troupes britanniques d'Irak après le 30 janvier. D'une manière générale, c'est le lien entre Tony Blair et l'administration Bush qu'il remet en cause, avant de demander au Premier ministre britannique de cesser d'être le relais de cette administration en Europe.

Réseau Voltaire

Max Boot

Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

« Ne tombez pas amoureux d'Abbas pour l'instant »

Source : Los Angeles Times
Référence : « Don't Fall in Love With Abbas Yet », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 13 janvier 2005.

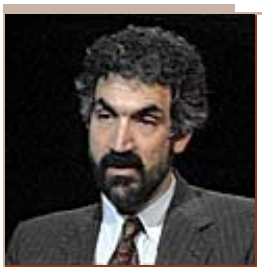
Visitant Israël le mois dernier, j'ai été dîner dans des restaurants bondés et fait des achats dans des centres commerciaux bondés. La plupart des touristes l'ignorent, mais la vie en Israël est presque revenue à la normale et l'Intifada est aujourd'hui insignifiante.

Israël a montré qu'une démocratie pouvait vaincre une insurrection en faisant diminuer le nombre d'attentats suicides de 40 % en 2004, par des séries de mesures offensives et défensives comme l'installation de détecteurs de métaux ou de gardes aux entrées des restaurants et des centres commerciaux, et la construction d'une barrière de sécurité en Cisjordanie que ses ennemis appellent " le Mur ", alors qu'il s'agit dans la plupart des endroits d'une barrière avec des systèmes de sécurité électroniques. Cette barrière a permis la diminution de la présence israélienne en Cisjordanie et l'amélioration des conditions de vie des Palestiniens de Kalkilya. Les Israéliens attribuent la diminution des attentats suicide à la barrière mais les actions commandos contre les groupes terroristes sont également centraux.

Le succès des actions antiterroristes et la mort de Yasser Arafat offrent une opportunité pour la paix. Les optimistes voient dans l'élection d'Abbas un pas en avant vers un accord espéré de longue date. Peut-être ont-ils raison, mais Abbas continue de parler d'Israël comme de " l'ennemi sioniste " et il n'a pas renoncé au " droit au retour ". Même s'il souhaite vraiment une coexistence pacifique, il n'est pas dit qu'il dispose de la puissance nécessaire pour vaincre les militants qui veulent renvoyer les juifs à la mer.

Il ne faut pas d'un nouvel homme fort en Palestine, il faut une vraie démocratie, sans corruption et c'est ce vers quoi Abbas doit orienter sa politique.

Daniel Pipes



Administrateur de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes est le fondateur du Middle East Forum et l'auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates. Pour une biographie détaillée, voir l'enquête que le Réseau Voltaire lui a consacrée.

« Où va aller Abbas ? »

Source : Jerusalem Post
, New York Sun
Référence : « Which Way Will Abbas Go ? », par Daniel Pipes, *New York Sun*, 11 janvier 2005
« Deciphering Mahmoud Abbas », *Jerusalem Post*, 11 janvier 2005.
Le texte en Français est disponible ici sur le site de l'auteur.

Beaucoup d'incertitudes demeurent à propos de Mahmoud Abbas, le nouveau président de l'Autorité palestinienne. Accepte-t-il l'existence d'Israël, ou veut-il le détruire ? Le presse bute sur les apparentes incohérences du discours d'Abbas qui exige que les terroristes palestiniens arabes cessent leurs attaques contre Israël tout en les qualifiant de "héros du combat pour la liberté". De même, il demande l'arrêt de la violence mais également le " droit au retour " de quatre millions de Palestiniens, ce qui est un manière de suggérer l'élimination d'Israël. En réalité, il n'y a aucune contradiction : en insistant sur un "droit au retour", M. Abbas signale son intention d'annuler les évènements de 1948 mais contrairement à Yasser Arafat, il conçoit plus d'un moyen pour atteindre cet objectif.

Arafat n'a jamais eu comme outil que le terrorisme tandis qu'Abbas a reconnu que le terrorisme n'avait mené à rien. M. Abbas fait preuve de flexibilité tactique. Contrairement à Arafat, qui ne put jamais renoncer à l'outil du terrorisme, grâce auquel il avait acquis la fortune, le pouvoir et la gloire, M. Abbas examine la situation de manière plus pertinente. Il n'accepte pas plus qu'Arafat, le Hamas ou le Jihad islamique l'existence de ce qu'il qualifiait si aimablement l'autre jour d'"ennemi sioniste", mais il peut envisager de multiples moyens de le détruire et les moyens de démanteler l'État juif ne manquent pas : armement nucléaire, armées d'invasion, méga-terrorisme, terrorisme conventionnel, croissance démographique palestinienne, "droit au retour" ou encore désinformation visant à embrouiller à tel point les Israéliens que les gauchistes post-sionistes parviennent à convaincre la population de renoncer, unilatéralement, et d'accepter un statut de dhimmi (asservi) au sein de "la Palestine".

Conscient de sa faiblesse, Staline en 1930 avait exprimé son intention de faire de l'URSS un bon citoyen international et il respecta sa promesse jusqu'en 1939, lorsqu'il se sentit assez fort pour lancer l'offensive, entamant alors un demi-siècle de campagne d'agression inégalée, qui ne cessa qu'avec l'effondrement de l'État soviétique. Pour M. Abbas, nous sommes en 1930. Il comprend la nécessité de calmer le jeu. Cet homme capable de juger les circonstances de manière réaliste et d'y réagir avec pondération peut constituer un ennemi beaucoup plus redoutable pour Israël que ne l'a été Arafat.

Aaron David Miller

Ancien haut fonctionnaire du département d'État spécialisé dans les affaires israélo-arabes, Aaron David Miller est président de Seeds of Peace.

« Et maintenant les difficultés commencent, président Abbas »

Source : International Herald Tribune
Référence : « And now the hard part, President Abbas », par Aaron David Miller, *International Herald Tribune*, 14 janvier 2005.

L'élection de Mahmoud Abbas est l'élection la plus libre et la plus juste du monde arabe et offre une possibilité de relance du processus de paix israélo-palestinien. Toutefois, la victoire d'Abbas masque les divisions et les contradictions profondes dans la politique palestinienne, qui menacent la viabilité d'Abbas à la tête de l'Autorité palestinienne. Sans une aide israélienne et américaine, l'opportunité offerte sera perdue.
La transition de l'après Arafat s'est pour l'instant remarquablement bien passée, mais les plus grandes difficultés arrivent maintenant. En effet, il n'est jamais facile d'être le successeur du fondateur d'un mouvement national, car il va lui manquer beaucoup de légitimité en comparaison. Contrairement à Arafat, il va donc être contesté par une nouvelle génération, opposée à la veille garde. Pour qu'il devienne pleinement légitime, il faudra du temps et surtout qu'il obtienne des résultats pour les Palestiniens.
Le second problème est le syndrome de Mogadiscio. Abbas va devoir imposer un contrôle aux seigneurs de la guerre. Aucun État ne peut être crédible si les groupes armés rivaux prolifèrent. Il ne pourra vraiment leur faire déposer les armes que s'il obtient des avancées politiques et économiques. L'administration Bush doit garder ces réalités palestiniennes en tête et renforcer le pouvoir d'Abbas ; pour cela il faut l'aider financièrement et entraîner les forces de sécurités palestiniennes. C'est nécessaire en vue un accord sur la solution des deux États.

Yossi Beilin

Yossi Beilin est ancien ministre de la justice israélien et l'un des principaux négociateurs des accords de Genève. Dissident du parti travailliste israélien, il est président du parti Yahad.

« Aider Abbas à réussir »

Source : Washington Post
Référence : « Help Abbas Succeed », par Yossi Beilin, *Washington Post*, 14 janvier 2005.

L'élection de Mahmoud Abbas à la tête de l'Autorité palestinienne n'est pas une surprise. L'ouverture des débats et la vitalité de la campagne en revanche est une preuve que si l'État palestinien est établi, il sera la première démocratie arabe. Mais l'État palestinien n'est pas constitué. La vraie question n'est pas de savoir si Abbas est véritablement prêt à faire la paix mais si les États-Unis, Israël et l'Europe sont prêts à saisir cette occasion.
Aujourd'hui, Abbas n'a pas besoin de faire ses preuves. A 69 ans, il est l'un des politiciens arabes les plus " transparents " et ses idées rassemblées dans ses discours et ses livres sont bien connues. En 1995, j'avais négocié avec lui un

accord non signé, l'accord Beilin-Abu Mazen, qui a servi de base aux propositions de Bill Clinton puis à l'accord de Genève. Sur le plan personnel, Abbas est un pragmatique mais pas un modéré. Il n'a aucune sympathie pour l'entreprise sioniste, mais il a compris avant ses collègues que la détresse des Palestiniens prendrait fin seulement par la création d'un État à côté d'Israël. Il a les mêmes principes que Yasser Arafat mais c'est quelqu'un avec qui on peut négocier une paix permanente.
Abbas est un réfugié et il a donc une légitimité dans cette population. Il a également gagné le soutien de George W. Bush, du monde arabe, de l'Europe et de beaucoup de citoyens israéliens. On ne doit pas attendre que ce soit Abbas qui fasse tout le chemin dans notre direction. Pour parvenir à un accord, il faut agir. Bush doit dépêcher un envoyé spécial dans la région. Les Européens doivent fournir une assistance financière et Ariel Sharon doit négocier le désengagement de Gaza, mettre fin aux assassinats ciblés et diminuer le nombre des checkpoints.

George W. Bush

George W. Bush (Le roi de carreau du régime Bush) est président des États-Unis.

« L'Amérique va aider les victimes du tsunami à s'aider eux-mêmes »

Source : Taipei Times
Référence : « America is about helping the tsunami victims help themselves », par George W. Bush, *Taipei Times*, 13 janvier 2005. Ce texte, diffusé par le département d'État états-unien est disponible en Français sur le site du département d'État.

Les Américains ont joint leur peine à celle du reste du monde suite à la perte de dizaines de milliers de vies dans le tsunami, dont beaucoup d'enfants. Partout en Amérique, le drapeau était en berne. La planète a fourni une aide aux pays touchés et le gouvernement états-unien s'est engagé à fournir 350 millions de dollars d'aide d'urgence et à la reconstruction. J'ai également envoyé des membres des forces armées dans la région pour prêter assistance au travail humanitaire. L'US Navy a envoyé l'Abraham Lincoln en Indonésie pour offrir une aide aérienne aux victimes dans des zones isolées.
Du personnel militaire supplémentaire arrivera bientôt. En consultation avec des alliés clés et l'ONU, les États-Unis sont en train d'organiser une des plus grandes opérations humanitaires de l'histoire récente. Colin Powell et Jeb Bush ont visité l'océan indien et rencontrent des organisations internationales et des dirigeants pour fournir l'aide nécessaire. Les dirigeants de la communauté internationale se rassemblent à Genève pour développer un plan de reconstruction et collecter des fonds. Le gouvernement américain aide ces efforts mais la plus grande source de générosité vient du peuple américain.
J'ai demandé à George H. Bush et Bill Clinton de travailler à la collecte de fonds. Les Américains ont dû subir des catastrophes et nous comprenons la douleur des victimes, nous les aidons à affronter ce défi.

Hassan Wirajuda

Hassan Wirajuda est ministre des Affaires étrangères indonésien

« Nous n'aurons bientôt plus besoin de troupes étrangères »

Source : Le Figaro
Référence : « Nous n'aurons bientôt plus besoin de troupes étrangères », par Hassan Wirajuda, *Le Figaro*, 13 janvier 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Nous n'avons pas demandé aux troupes étrangères de partir et on peut noter que le porte-hélicoptères français Jeanne-d'Arc doit arriver demain [1] au large de Sumatra et que des forces japonaises sont attendues très bientôt. Elles seront les bienvenues. Par contre, nous pensons que le processus d'aide d'urgence lancé après la catastrophe devrait normalement être stabilisé d'ici à trois mois. Nous n'aurons alors plus besoin d'hélicoptères et les troupes étrangères ne seront plus nécessaires. En revanche, nous aurons alors d'autres besoins, dans le domaine hospitalier par exemple.

A Aceh, nous sommes à la recherche d'un règlement politique. Nous avons passé un accord avec la rébellion séparatiste pour améliorer les conditions de sécurité dans la province après la catastrophe. L'indépendance réclamée par le Mouvement Aceh libre (GAM) est inacceptable mais nous avons mis en place un plan d'autonomie, conformément d'ailleurs aux souhaits de l'Union européenne. La loi martiale a été ramenée l'an dernier à un état d'urgence civil. La situation s'est améliorée. Des élections ont eu lieu et leur bon déroulement a pu être constaté par 232 observateurs dépêchés sur place. Le GAM n'est pas en mesure de frapper et il n'est plus présent que dans les montagnes. Les séparatistes pourraient bien être tentés de s'emparer d'une partie de cette aide. Mais ils ne pourront pas rallier les gens à leur cause.

Nous avons sollicité un moratoire de notre dette au Club de Paris, compte tenu des difficultés exceptionnelles auxquelles nous faisons face. Nous n'avons pas demandé de restructuration de notre dette car nous ne sommes pas en crise. De même, il aurait été difficile pour le gouvernement de solliciter de nouveaux prêts. Mais nous avons demandé, outre le moratoire, des initiatives supplémentaires comme des fonds pour la reconstruction et certaines facilités commerciales.

---

[1] le 14 janvier 2005

Robin Cook

Robin Cook est ancien ministre travailliste britannique des Affaires étrangères et des Relations avec le Parlement. Il a démissionné du gouvernement de Tony Blair juste avant la guerre en Irak pour marquer son opposition au conflit.

« Organiser les élections, et partir »

Source : The Guardian
Référence : « Hold the elections, then get out », par Robin Cook, *The Guardian*, 14 janvier 2005.

La plus grande surprise dans l'annonce par la Maison-Blanche de l'arrêt des recherches d'armes de destruction massive en Irak est que quelqu'un était encore en train de les chercher, alors que le reste de la planète sait depuis plus d'un an qu'il n'y avait aucune arme à trouver. Quoi qu'il en soit, on ne peut pas laisser l'administration Bush écrire le dernier acte de l'histoire des armes de destruction massive irakiennes sans se souvenir que Downing Street avait également affirmé que l'Irak représentait une " menace sérieuse ". Une recherche d'armes menée par plus de 1 000 personnes et qui a coûté un milliards de dollars n'a permis de découvrir aucune arme, ni même de programme d'armement, une découverte que Tony Blair avait pourtant promis. Le fait que Washington ait fait cette annonce sans avoir consulté les Britanniques est également révélateur. Peut-être que ce dernier coup de canif va enfin faire comprendre à Tony Blair qu'il na rien à gagner à rester loyal à l'administration Bush. En fait, si les recherches s'arrêtent, c'est en raison de la détérioration de la situation en Irak et du risque pour les inspecteurs.
Aujourd'hui, dans les villes, les policiers mettent des masques pour ne pas être reconnus, pas les insurgés. Cette situation ne doit pas pour autant entraîner un report des élections car cela rendrait les chiites furieux. Je suis cependant stupéfait d'entendre Tony Blair déclarer que les élections vont améliorer la situation, car les sunnites n'accepteront pas facilement la situation et la perte de leur suprématie.
La confiance de Blair n'est en tout cas pas partagée par les autres pays de la coalition qui se préparent tous à plier bagage dans l'année. Blair a donné pour mission aux ambassadeurs dans ces pays de faire pression sur ces gouvernements pour qu'ils maintiennent leurs troupes, renforçant ainsi l'impression en Europe qu'il est le porte-parole de George W. Bush. Blair ferait mieux d'admettre que l'occupation est une part importante du problème irakien.

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .